



ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La présente analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière renferme des énoncés prospectifs concernant Mitec et les activités de chaque unité d'exploitation, énoncés qui reposent sur des hypothèses que Mitec a jugées raisonnables au moment où elles ont été formulées. Ces déclarations prospectives, par leur nature, sont nécessairement assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient se traduire par un écart important entre les résultats réels et les résultats évoqués. Mitec met en garde les lecteurs sur le fait que les hypothèses quant aux événements futurs, dont plusieurs échappent à sa volonté, sont ultimement susceptibles d'être infirmées.

L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière (l'« analyse par la direction ») contenue dans les résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice 2004 porte essentiellement sur les activités de base de Mitec : les télécommunications et les télécommunications par satellite. La division des hyperfréquences a été classée au poste des activités abandonnées par suite de la décision prise par le conseil, le 8 mai 2003, de vendre les activités suédoises. Le 29 août 2003, les actifs d'exploitation de la filiale suédoise ont été vendus.

L'analyse par la direction, qui inclut une rétrospective des activités de chaque secteur et de la situation financière de Mitec, vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les principales tendances et les risques et incertitudes importants liés aux résultats d'exploitation de chaque secteur d'activité et doit être lu à la lumière des états financiers consolidés non vérifiés de la période terminée le 31 octobre 2003 et les états financiers consolidés et les notes figurant dans le rapport annuel de Mitec pour l'exercice terminé le 30 avril 2003. Prière de consulter ces documents sur le site www.mitectelecom.com ou de se les procurer directement auprès de Mitec. Tous les montants en dollars mentionnés dans les présentes sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

La présente analyse par la direction contient des commentaires au sujet de l'impact que l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu sur les résultats de la société pour le deuxième trimestre de l'exercice 2004 en comparaison de la période correspondante de l'exercice 2003. La Société considère ces commentaires comme des renseignements supplémentaires utiles puisqu'ils sont indicatifs du rendement qui aurait été réalisé abstraction faite de cette appréciation. Les lecteurs sont toutefois priés de prendre note que le rendement que ces renseignements permettent de dégager ne saurait être confondu avec le rendement évalué conformément aux PCGR, ni s'y substituer.

Tel que mentionné à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport annuel de Mitec pour l'exercice terminé le 30 avril 2003, de nombreux facteurs sont susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et ceux des énoncés prospectifs, notamment des changements de la stratégie d'affaires des clients ainsi que la conjoncture politique, économique et financière générale dans les marchés où la Société est active.

Rétrospective des activités

TOUS LES SECTEURS

(en milliers de dollars, sauf la marge brute)	2 ^e T 2004	1 ^{er} T 2004	4 ^e T 2003	3 ^e T 2003	2 ^e T 2003
Chiffre d'affaires	20 377 \$	18 781 \$	19 518 \$	13 368 \$	18 580 \$
Bénéfice brut	4 182 \$	4 524 \$	7 877 \$	2 016 \$	3 796 \$
Marge brute	20,5 %	24,1 %	40,4 %	15,1 %	20,4 %

Le total des ventes pour le trimestre terminé le 31 octobre 2003 a progressé de 10 %, pour atteindre 20,4 M\$ comparativement à 18,6 M\$ il y a un an. Les ventes du deuxième trimestre ont subi le contrecoup de la faiblesse du dollar américain en comparaison de la période correspondante de l'exercice antérieur. Les ventes des deux secteurs ont affiché sensiblement la même croissance, soit 0,9 M\$, mais l'impact sur les marges bénéficiaires brutes a été plus important dans le secteur des télécommunications par satellite. À mesure que les économies émergentes poursuivent leur croissance, l'apport de la filiale chinoise de la société continue de progresser à bon rythme.

Les revenus pour la portion écoulée de l'exercice se sont élevés à 39,2 M\$, ce qui les porte à 3,8 M\$ ou 11 % de plus que l'exercice antérieur, surtout grâce aux contrats obtenus dans le secteur des télécommunications.

Le bénéfice brut du trimestre a augmenté de 10 %, passant de 3,8 M\$ durant l'exercice précédent à 4,2 M\$ pour l'exercice en cours. On peut attribuer ce gain au volume de ventes plus élevé, aux activités en Chine dont la rentabilité demeure constante et à une combinaison de produits différente dans le secteur des télécommunications par satellite. Ce progrès a en quelque sorte été contrebalancé par l'impact négatif du change puisque la plupart des ventes de la société sont réalisées en dollars US. Pour la portion écoulée de l'exercice, le bénéfice brut en pourcentage des ventes a grimpé de quelque 50 %, soit 15 % pour l'exercice précédent et 22,2 % pour l'exercice en cours. Cette hausse découle de l'augmentation du volume de ventes et de la combinaison différente de produits et de clients. Depuis le début de l'année, les marges bénéficiaires se sont élevées à 8,7 M\$ contre 5,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

(en milliers de dollars, sauf la marge brute)	2 ^e T 2004	1 ^{er} T 2004	4 ^e T 2003	3 ^e T 2003	2 ^e T 2003
Chiffre d'affaires	17 256 \$	16 313 \$	15 283 \$	10 072 \$	16 449 \$
Bénéfice brut	2 601 \$	3 561 \$	6 267 \$	642 \$	3 599 \$
Marge brute	15,1 %	21,8 %	41,0 %	6,4 %	21,9 %

Ce secteur d'activité, anciennement désigné en tant que secteur des communications sans fil, comporte désormais l'appellation de *secteur des télécommunications* qui se veut davantage représentative de la gamme élargie de produits de Mitec. Les ventes de ce secteur proviennent de la vente de sous-systèmes de conditionnement RF et d'amplification de pointe auprès des fournisseurs d'équipement de réseaux, notamment Ericsson, Nortel, ZTE, ADC, Siemens, ainsi qu'auprès de fournisseurs de services, offrant des produits compatibles avec les infrastructures de communications mobiles d'aujourd'hui. D'un trimestre à l'autre, les revenus dégagés par les deux principaux clients de la Société ont diminué de 10 %, dénotant une plus grande diversification de la clientèle.

Un regain d'activité a été constaté dans l'industrie des communications sans fil. Les dépenses en immobilisations des exploitants sont à la hausse. En raison de la demande accrue de produits surtout dans les économies émergentes, plus particulièrement en Chine, le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications a progressé de 5 %, passant de 16,5 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2003 à 17,3 M\$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours. Durant le trimestre, la Société a annoncé qu'elle avait conclu, avec un fournisseur mondial d'équipement de réseaux, un contrat de deux ans d'une valeur de \$18 M portant sur l'approvisionnement en sous-systèmes d'AMRC sans fil, surtout sur le marché chinois. Les livraisons prévues par ce contrat d'approvisionnement ont débuté immédiatement. Au cours du trimestre, la Société a livré à Flarion des amplificateurs de puissance de nouvelle génération et s'attend à une augmentation de la demande au cours des trimestres subséquents.

Durant la portion écoulée de l'exercice, les ventes ont crû de 11 %, progressant de 30,2 M\$ à 33,6 M\$ surtout en raison de l'augmentation de la demande sur le marché asiatique.

Le profit brut s'est amoindri de 3,6 M\$ à 2,6 M\$ puisque les réductions des coûts n'ont pas été réalisées à temps pour coïncider avec les concessions de prix accordées à l'un des importants clients de la Société. En outre, comme la Société a lancé de nouveaux produits durant le premier semestre de l'exercice et n'a pas encore réalisé les économies ni atteint les rendements anticipés en matière de production, son bénéfice brut en a subi le contrecoup. Pour terminer, en raison de la faiblesse du dollar américain, le bénéfice brut de cette division a reculé étant donné que la plupart de ses ventes sont réalisées en dollars américains.

TÉLÉCOMMUNICATIONS PAR SATELLITE

(en milliers de dollars, sauf la marge brute)	2 ^e T 2004	1 ^{er} T 2004	4 ^e T 2003	3 ^e T 2003	2 ^e T 2003
Chiffre d'affaires	3 121 \$	2 468 \$	4 235 \$	3 296 \$	2 131 \$
Bénéfice brut	1 581 \$	963 \$	1 610 \$	1 374 \$	197 \$
Marge brute	50,6 %	39,0 %	38,0 %	41,7 %	9,2 %

Le chiffre d'affaires de ce secteur provient de la vente de sous-systèmes et de composantes de conditionnement RF auprès de fournisseurs de services pour les stations terrestres de télécommunications par satellite.

Les ventes ont grimpé de 46 %, passant de 2,1 M\$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2003 à 3,1 M\$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours grâce à l'accroissement de la demande pour les stations terrestres de télécommunications par satellite. En outre, les revenus de la division des télécommunications par satellite englobaient les résultats d'une division de Wavesat pour une période d'un mois (environ 0,4 M\$), celle-ci ayant été acquise en septembre 2003. Parmi les avantages immédiats de cette acquisition, figure un contrat d'approvisionnement pluriannuel avec un client australasien qui a été obtenu en marge de la fin du trimestre. Cette acquisition permettra à la Société d'élargir sa clientèle et sa gamme de produits.

Depuis le début de l'année, les ventes ont atteint 5,6 M\$ (en hausse de 0,4 M\$) en comparaison de 5,1 M\$ par rapport à la période correspondante de l'année dernière. La hausse réalisée depuis le début de l'année n'a pas la même ampleur en raison de la baisse d'activité au premier trimestre de l'exercice 2004.

Le bénéfice brut, qui se chiffrait à 9,2 % pour l'exercice antérieur, a grimpé à 50,6 % ou de 1,4 M\$ soit 0,2 M\$ de bénéfice brut au trimestre précédent contre 1,6 M\$ pour le trimestre courant, surtout en résultat de l'augmentation du volume des ventes et des résultats de l'acquisition de Wavesat, qui a donné lieu à l'accroissement des marges brutes. L'intégration rapide du personnel de Wavesat dans les installations de production de Mitec a permis à la Société de maximiser son efficacité opérationnelle. Pour la portion écoulée de l'exercice, le bénéfice brut a plus que doublé, bondissant de 0,9 M\$ l'année dernière à 2,5 M\$ cette année.

Autres charges

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages des ventes)	2 ^e T 2004		2 ^e T 2003		CDA au 2 ^e T 2004		CDA au 2 ^e T 2003	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Frais de recherche et de développement	1 096	5	2 679	14	2 751	7	5 881	17
Frais de vente et d'administration	2 996	15	3 426	18	5 444	14	6 141	17
Charges d'exploitation	4 092	20	6 105	32	8 195	21	12 022	34
Intérêts débiteurs	451	2	267	1	935	2	487	1
Frais financiers	201	1	112	1	251	1	210	1
Perte (gain) de change	(272)	(1)	84	0	464	1	(242)	(1)
Amortissement des actifs incorporels	559	3	539	3	1 070	3	1 070	3
Perte subie à la vente de l'immeuble	312	2	-	-	312	1	-	-
Frais de restructuration	-	-	1 335	7	-	-	1 712	5
Activités abandonnées	(990)	(5)	(533)	(3)	(1 165)	(3)	(1 800)	(5)
Perte nette de la période	(2 146)	(11)	(5 176)	(28)	(3 727)	(10)	(11 548)	(33)

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement de Mitec (*R et D*), déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement, ont diminué de 59%, passant de 2,7 M\$ à 1,1 M\$ surtout en raison des démarches de restructuration exécutées au cours de l'exercice antérieur. En outre, une tranche de quelque 600 000 \$ des frais de développement a été capitalisée dans le cadre des démarches de développement considérables accomplies lors des essais en service réel relatifs à Flarion. Nous devrions commencer à récupérer ces frais au moment de livrer les produits en leur forme définitive et approuvée au cours du quatrième trimestre. Depuis le début de l'année, les frais de R et D ont chuté de 53 %, soit de 5,9 M\$ à 2,8 M\$ pour le présent exercice, principalement pour les motifs énoncés ci-dessus.

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les frais de vente et d'administration de la Société pour le trimestre ont régressé légèrement, passant de 3,4 M\$ durant l'exercice 2003 à 3,0 M\$ pour l'exercice en cours.

Pour la portion écoulée de l'exercice, les frais de vente et d'administration ont accusé un recul, passant de 6,1 M\$ pour l'exercice précédent à 5,4 M\$ pour l'exercice en cours. Ce repli est attribuable aux démarches en matière de restructuration entreprises à la fin de l'exercice 2003.

INTÉRÊTS DÉBITEURS

Les intérêts débiteurs ont été de 0,5 M\$ pour le trimestre en cours comparativement à 0,3 M\$ pour l'exercice précédent. Ceci est imputable à la hausse des taux d'intérêt pratiqués par les banquiers canadiens de la Société et au niveau d'endettement plus élevé. Depuis le début de l'année, les intérêts débiteurs se sont accrus de 0,5 M\$ à 0,9 M\$ pour les motifs susmentionnés.

FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers se sont élevés à 0,2 M \$ pour le trimestre, comparativement à 0,1 M \$ pour l'exercice précédent. Cette hausse découle des frais administratifs que notre banque canadienne a imposés à l'occasion du remboursement intégral du prêt à terme. Ce prêt a été remboursé intégralement le 26 novembre 2003. Depuis le début de l'année, ces frais sont demeurés au même niveau, soit 0,3 M\$.

AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS

L'amortissement des actifs incorporels a augmenté légèrement au cours du deuxième trimestre par suite de l'acquisition, en septembre 2003, des actifs de télécommunications par satellite et de SCP de Wavesat.

PERTE SUBIE À LA VENTE DE L'IMMEUBLE

La perte subie à la vente de l'immeuble était de l'ordre de 0,3 M\$ pour le trimestre et la portion écoulée de l'exercice, et découlait de la vente et de la cession-bail, par Mitec, des locaux du siège social de Pointe-Claire. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section traitant du capital et des liquidités.

FRAIS DE RESTRUCTURATION

Les frais de restructuration au cours du trimestre ont été de néant, tant pour le trimestre que pour la portion écoulée de l'exercice, comparativement aux frais de 1,3 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 1,7 M\$ pour la portion écoulée de ce même exercice. Les démarches en matière de restructuration exécutées en 2003 ont comporté la rationalisation de la main-d'oeuvre et englobaient les frais reliés aux indemnités de départ et aux avantages sociaux qui n'ont pas été engagés au cours des premier et deuxième trimestre de l'exercice 2004.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 29 août, Mitec a conclu la vente de Beve Electronics à Note AB, une société suédoise. Cette vente englobait les stocks et l'équipement. Le produit de cette vente a été directement affecté à la réduction de la dette bancaire de Mitec et au remboursement des créanciers. La vente n'incluait pas les biens immobiliers, mais Mitec a conclu des baux à long terme avec Note AB pour garantir en partie la valeur marchande de ces biens immobiliers. Beve Electronics représentait à elle seule la plupart du secteur des hyperfréquences. Cette division a été classée au poste des activités abandonnées. Les résultats de l'exercice 2003 ont été retraités pour tenir compte de cette transaction.

PERTE NETTE

La perte nette pour le trimestre a été de 2,1 M\$, ou 0,05 \$ par action, comparativement à 5,2 M\$, ou 0,22 \$ par action, pour l'exercice précédent. Il s'agit d'une nette amélioration par rapport à l'exercice antérieur, alors que nous nous apprêtons à passer d'une phase de restructuration à une phase de croissance. Ces résultats découlent de l'augmentation du chiffre d'affaires et des réductions des charges d'exploitation, mais ont été contrebalancés les pertes plus élevées au titre des activités abandonnées. Pour la portion écoulée de l'exercice, la perte nette a été de 3,7 M\$, ou 0,08 \$ par action, comparativement à 11,5 M\$, ou 0,48 \$ par action pour l'exercice précédent, soit un amélioration de plus de 7,8 M\$ par rapport à l'exercice précédent.

Données trimestrielles

(en milliers de dollars)	2 ^e T 2004	1 ^{er} T 2004	4 ^e T 2003	3 ^e T 2003	2 ^e T 2003
Perte nette de la période	(2 146)	(1 581)	(3 778)	(4 891)	(5 176)
Impôts sur les bénéfices	(5)	46	521	(53)	(3)
Amortissement	1 381	1 225	1 797	1 818	1 642
Intérêts	591	663	663	566	470
BAIIA	(179)	353	(797)	(2 560)	(3 067)

Le BAIIA pour le trimestre s'établissait à un montant négatif de 0,2 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2004, comparativement à un montant négatif de 3,1 M\$ au cours de la période correspondante de 2003. Cette amélioration découle directement de la diminution de la perte nette. Le BAIIA du trimestre a été retranché de 0,3 M\$ en raison de la perte subie à l'occasion de la vente de l'immeuble. Compte non tenu de ce montant, le BAIIA de Mitec aurait poursuivi la tendance positive qui s'était amorcée au cours du premier trimestre de l'exercice 2004.

Situation financière, situation de trésorerie et sources du financement

(en milliers de dollars)	2 ^e T 2004	2 ^e T 2003	CDA au 2 ^e T 2004	CDA au 2 ^e T 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant les variations du fonds de roulement	537	(3 332)	245	(6 464)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation après les variations du fonds de roulement	476	3 742	(381)	2 371
Augmentation de la dette à long terme	2 429	-	4 512	1 400
Remboursement de la dette à long terme	(3 402)	(401)	(4 256)	(430)
Dépenses en immobilisations	(517)	(76)	(647)	(219)

La dette bancaire a diminué de 7,0 M\$, passant de 9,1 M\$ à 2,1 M\$ surtout en résultat du financement par actions réalisé en octobre 2003.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant le fonds de roulement ont été de 0,5 M\$ pour le trimestre et de 0,2 M\$ depuis le début de l'exercice, en conséquence directe des résultats positifs obtenus au cours du premier semestre de l'exercice 2004. Cette situation marque un redressement marqué à l'égard des liquidités affectées aux activités d'exploitation par rapport aux périodes comparables de l'exercice 2003.

La diminution des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, qui se sont élevés à 0,5 M\$ contre 3,7 M\$ pour l'exercice antérieur, est imputable à un investissement au titre du fonds de roulement qui a été effectué en réponse au regain d'activité dans le secteur des télécommunications.

Le 9 octobre, la Société a émis 7 972 411 unités aux termes d'un placement privé. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action. Le produit brut total tiré de ce placement s'est élevé à 8 769 652 \$, montant duquel seront retranchés les frais d'émission estimatifs de 550 000\$.

Au cours du premier trimestre, Mitec a conclu une entente de cession-bail avec la caisse de retraite d'Hydro-Québec. Cette transaction a permis à la Société de dégager un produit brut de 3 300 000 \$ et de bénéficier d'une location gratuite durant une période de cinq années. Le produit a été affecté au remboursement de l'emprunt à terme auprès de Clarica, compagnie d'assurance sur la vie, puis de rembourser une tranche de son emprunt auprès la banque canadienne. En rapport avec cette transaction, nous avons également eu accès à la troisième tranche du prêt de 3,75 M\$ consenti par La Financière et à la troisième tranche du prêt spécial garanti de 1,25 M\$. Toutefois, la Société n'a toujours pas tiré de montant sur cette facilité.

Au cours du trimestre, Mitec a renégocié son entente avec la banque canadienne. Grâce à cette entente, la Société a été en mesure de respecter l'ensemble des clauses financières restrictives envers la banque.

Durant le trimestre, Mitec a acquis les activités de télécommunications par satellite et de SCP de Wavesat Wireless Inc moyennant 3 378 362 \$, dont une tranche d'environ 750 000 \$ a été payée au comptant et le solde a été financé au moyen d'un billet ne portant pas intérêt et de l'émission de 188 679 actions ordinaires.

Les dépenses en immobilisations ont crû de 0,4 M\$, atteignant 0,5 M\$ pour le trimestre, étant donné que la Société a effectué les investissements nécessaires pour atteindre certains objectifs en matière de réduction des coûts. Par ailleurs, certaines améliorations locatives ont été apportées aux installations du New Jersey. Pour la portion écoulee de l'exercice, les dépenses en immobilisations ont totalisé 0,6 M\$, comparativement à 0,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La Société a conclu une convention relative à un régime de protection des droits des actionnaires prévoyant l'émission d'un droit pour chaque action ordinaire en circulation de la Société. Les droits demeurent rattachés aux actions et ne peuvent être exercés qu'à la survenance de certains événements précisés. Dès la survenance d'un événement concerné, le droit permet à un actionnaire de la Société d'acquérir des actions ordinaires nouvelles supplémentaires à la moitié de leur valeur marchande.

RISQUES ET INCERTITUDES

Les états financiers ci-joints ont été dressés sur le fondement de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation. Ce mode de présentation tient pour acquis que la Société continuera à exercer ses activités dans un avenir prévisible et qu'elle sera en mesure de réaliser ses biens et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités. Il existe un doute important quant à l'opportunité de recourir à l'hypothèse de la continuité de l'exploitation en raison des pertes récentes de la Société, de ses flux de trésorerie négatifs, de son fonds de roulement déficitaire et du non-respect d'un certain nombre des clauses restrictives de ses dettes au Canada. À ce titre, la réalisation des biens et l'acquittement des dettes dans le cadre normal de son activité commerciale sont assortis d'un degré élevé d'incertitude. Mitec considère que les rubriques traitant des risques et des incertitudes n'ont pas été modifiées depuis la publication du rapport annuel et prie le lecteur de s'y rapporter.

CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants de l'exercice 2003 ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2004.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS (note 1)
Au 31 octobre 2003

	Au 31 octobre 2003 \$	Retraité (note 2) Au 30 avril 2003 \$
Actif		
À court terme		
Espèces et quasi-espèces	999	1 854
Comptes clients	19 060	13 069
Autres débiteurs	2 135	2 889
Impôts sur les bénéfices recouvrables	659	295
Stocks	12 744	10 812
Charges payées d'avance	1 747	743
Actifs d'impôts futurs	159	159
Total de l'actif à court terme	37 503	29 821
Immobilisations corporelles	14 593	22 409
Actifs d'impôts futurs	521	521
Actifs incorporels	10 035	8 891
Charges reportées	4 073	385
Écart d'acquisition	44	44
Actifs détenus à des fins de vente et activités abandonnées (note 4)	7 088	20 505
	73 857	82 666
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Dette bancaire	2 118	10 037
Charges à payer	21 856	16 334
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	3 841	6 023
Tranche des opérations découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins d'un an	901	1 181
Total du passif à court terme	28 716	33 575
Dette à long terme (note 7)	3 667	1 228
Obligations au titre d'un contrat de location-acquisition	193	525
Passifs détenus à des fins de vente et activités abandonnées (note 4)	6 650	19 644
	39 226	54 972
Capitaux propres		
Actions ordinaires (note 8)	79 128	70 679
Bons de souscription (note 8)	6 600	5 223
Déficit	(49 901)	(46 174)
Gain ou perte de change cumulatif	(1 196)	(2 034)
Total des capitaux propres	34 631	27 694
	73 857	82 666

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS NON VÉRIFIÉS (note 1)

Périodes terminées les 31 octobre
(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 octobre		Six mois terminés les 31 octobre	
	2003	Retraité	2003	Retraité
		(note 2)		(note 2)
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	20 377	18 580	39 158	35 330
Coût des produits vendus	16 195	14 784	30 452	30 037
Bénéfice brut	4 182	3 796	8 706	5 293
	20,5 %	20,4 %	22,2 %	15,0 %
Charges				
Frais de recherche et de développement	1 096	2 679	2 751	5 881
Charges de vente et d'administration	2 996	3 426	5 444	6 141
Intérêts débiteurs	451	267	935	487
Charges financières	201	112	251	210
Perte (gain) perte de change	(272)	84	464	(242)
Amortissement des actifs incorporels	559	539	1 070	1 070
Perte à la vente d'un immeuble	312	-	312	-
Charges de restructuration (note 9)	-	1 335	0	1 712
	5 343	8 442	11 227	15 259
Perte avant impôts sur les bénéfices	(1 161)	(4 646)	(2 521)	(9 966)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	(5)	(3)	41	(218)
Perte découlant des activités poursuivies	(1 156)	(4 643)	(2 562)	(9 748)
Perte découlant des activités abandonnées	(990)	(533)	(1 165)	(1 800)
Perte nette de la période	(2 146)	(5 176)	(3 727)	(11 548)
Résultat de base et dilué par action ordinaire				
Perte découlant des activités poursuivies	(0,03)	(0,19)	(0,06)	(0,41)
Perte nette	(0,05)	(0,22)	(0,08)	(0,48)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	45 172 873	23 976 169	44 180 101	23 974 325

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU DÉFICIT NON VÉRIFIÉS (note 1)

Périodes terminées les 31 octobre
(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 octobre		Six mois terminés les 31 octobre	
	2003 \$	2002 \$	2003 \$	2002 \$
Déficit au début de la période	(47 755)	(27 168)	(46 174)	(19 934)
Perte nette de la période	(2 146)	(5 176)	(3 727)	(11 548)
Nouveaux prix des bons de souscription	-	-	-	(862)
Déficit à la fin de la période	(49 901)	(32 344)	(49 901)	(32 344)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE NON VÉRIFIÉS (note 1)

Périodes terminées les 31 octobre
(en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 31 octobre		Six mois terminés les 31 octobre	
	2003 \$	Retraité (note 2) 2002 \$	2003 \$	Retraité (note 2) 2002 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Perte découlant des activités poursuivies	(1 157)	(4 643)	(2 562)	(9 748)
Ajout des éléments ne touchant pas les liquidités :				
Amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et des charges reportées	1 381	1 296	2 606	2 813
Perte à la cession d'immobilisations corporelles (note 5)	312	-	312	8
Impôts sur les bénéfices futurs	-	15	-	463
Divers	-	-	(111)	-
	537	(3 332)	245	(6 464)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation (note 10)	(61)	7 074	(626)	8 835
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	476	3 742	(381)	2 371
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(517)	(76)	(647)	(219)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	3 315	-	3 486	23
Produit de la vente d'une division (déduction faite de l'encaisse cédée)	-	-	132	-
Acquisition d'une entreprise (note 3)	(3 378)	-	(3 378)	-
Libération du gain ou de la perte de change cumulatif à la vente d'une filiale	-	-	(915)	-
Augmentation des charges reportées	(621)	-	(644)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 201)	(76)	(1 966)	(196)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Augmentation de la dette bancaire	4 979	1 046	5 600	206
Remboursement de la dette bancaire	(11 773)	-	(13 329)	-
Augmentation de la dette à long terme	2 429	-	4 512	1 400
Remboursement de la dette à long terme	(3 402)	(401)	(4 256)	(430)
Remboursement des obligations au titre d'un contrat de location-acquisition	(298)	(285)	(632)	(500)
Émission d'actions ordinaires et de bons de souscription (note 8)	9 718	46	9 729	47
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 653	406	1 624	723
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	(1 048)	(3 854)	(395)	(3 970)
Incidence des fluctuations des taux de change sur les liquidités	64	233	264	(10)
Diminution nette des espèces et quasi-espèces	(56)	451	(854)	(1 082)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 055	898	1 853	2 431
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	999	1 349	999	1 349
Les espèces et quasi-espèces se composent de ce qui suit :				
Espèces et quasi-espèces	999	1 349	999	1 349
Découvert bancaire	-	-	-	-
	999	1 349	999	1 349

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 octobre 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

1) INCERTITUDE À L'ÉGARD DE LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints ont été dressés sur le fondement de l'hypothèse de la continuité de l'exploitation. Ce mode de présentation tient pour acquis que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et qu'elle sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes et de ses engagements dans le cours normal de ses activités. Il existe un doute quant à l'opportunité de recourir à l'hypothèse de la continuité de l'exploitation en raison des pertes récentes de la Société, de ses flux de trésorerie négatifs, de l'insuffisance de son fonds de roulement et du non-respect de certaines clauses restrictives de ses dettes au Canada au 30 avril 2003. À ce titre, la réalisation des actifs et l'acquiescement des dettes dans le cours normal des affaires sont très incertains.

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ne tiennent pas compte des rajustements qu'il serait nécessaire d'apporter si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas pertinente. Si tel était le cas, il faudrait apporter d'importants rajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux produits et charges déclarés, ainsi qu'à la classification utilisée dans le bilan.

Au cours de l'exercice précédent, la Société a émis 5 171 000 \$ d'actions ordinaires et de bons de souscription, a obtenu des facilités de crédit spéciales et additionnelles jusqu'à concurrence de 5 000 000 \$, a entrepris la rationalisation de quelques-unes de ses activités et a commencé à céder des actifs non essentiels.

Au cours de l'exercice, la Société a conclu la vente de Microwave Technology Company Limited, sa filiale en Thaïlande, à l'équipe de direction thaïlandaise le 7 juillet 2003. Le 29 août 2003, la Société a conclu la vente de certains actifs (stocks et immobilisations) de Beve pour un montant de 37 millions de SEK (6,4 M\$ CA) à NOTE AB. L'acheteur a également pris en charge certains contrats de location-acquisition. Le 9 octobre 2003, la Société a mobilisé 8 219 130 \$ dans le cadre d'un placement privé en émettant 7 972 411 unités (chacune se composant de une action ordinaire et de un demi bon de souscription). Le 14 octobre 2003, la Société a conclu une opération de cession-bail visant l'immeuble de Pointe-Claire pour 3,3 M\$ au comptant et un congé de loyer pendant cinq ans. Cette opération permet à la Société de prélever la dernière tranche du prêt de La Financière et le prêt spécial de la CIBC.

En rapport avec les incertitudes décrites ci-dessus, la direction maintient les plans d'action suivants :

1. Poursuivre les discussions avec ses prêteurs relativement aux clauses restrictives de ses dettes, à la renonciation de ces clauses ou à la modification de ces clauses. La direction a été en mesure de renégocier l'arrangement bancaire au cours du trimestre et, au 31 octobre 2003, la Société respectait les clauses restrictives de la banque.
2. Continuer la vente de certains de ses actifs non essentiels, surtout des biens et des stocks. La direction prévoit vendre ses actifs immobiliers en Suède et générer un produit au comptant en excédent des dettes connexes.
3. Continuer la rationalisation des activités afin de réduire les dépenses.

La direction estime que les plans d'action susmentionnés permettront de générer des capitaux suffisants pour conserver le soutien des prêteurs et autres créanciers de la Société et pour permettre à celle-ci d'assurer la continuité de son exploitation. La troisième tranche de La Financière (1,25 M\$) et le prêt garanti spécial (0,4 M\$) sont disponibles pour couvrir les exigences en matière de flux de trésorerie. Toutefois, il est impossible de garantir que les plans d'action susmentionnés permettront de dégager des capitaux suffisants.

La continuité de l'exploitation de la Société dépend, entre autres, du soutien continu de ses prêteurs, du maintien d'un chiffre d'affaires satisfaisant, de l'appui de ses clients, de la viabilité continue de ses clients importants, du retour à la rentabilité des activités et de la capacité de générer des flux de trésorerie suffisants à partir de l'exploitation, de conclure des arrangements financiers et d'obtenir de nouveaux capitaux afin de respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance. Ces questions dépendent d'un certain nombre de facteurs indépendants de la volonté de la Société, et il existe un degré d'incertitude quant à la capacité qu'a la Société de régler ces questions à son avantage.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 octobre 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

2) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et de façon uniforme avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 avril 2003, à l'exception de ce qui suit. Pour une description complète des conventions comptables, veuillez vous référer au rapport annuel de Mitec pour l'exercice terminé le 30 avril 2003. Certains chiffres correspondants ont été retraités en raison de la cession du secteur des hyperfréquences comme décrit à la note 4. Les présents états financiers ne comprennent pas toute l'information requise par les principes comptables généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels.

SORTIE D'ACTIFS À LONG TERME ET ABANDON D'ACTIVITÉS

En date du 1^{er} mai 2003, la Société a adopté de façon prospective les nouvelles normes du chapitre 3475 du Manuel de l'ICCA, Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités, qui exigent que les actifs classés comme destinés à la vente soient mesurés à la valeur comptable ou à la juste valeur diminuée des frais de vente si cette dernière valeur est inférieure. Les actifs classés comme destinés à la vente ne peuvent pas être amortis. Les nouvelles normes exigent également que les résultats d'exploitation d'une composante d'une entreprise qui a été sortie, par vente ou par abandon, soient présentés à titre d'activités abandonnées. Une composante d'une entreprise est une unité à laquelle se rattachent des activités et des flux de trésorerie qui peuvent être clairement distingués, sur le plan de l'exploitation et aux fins de l'information financière, de ceux du reste de l'entreprise.

3) ACQUISITION

Le 30 septembre 2003, la Société a réalisé l'achat des activités de SPC et de télécommunications par satellites de Wavesat Wireless Inc. pour 3 378 362 \$. L'entente comprend également un rajustement du prix d'achat en fonction de la valeur des stocks. Les actifs sont composés de stocks, du carnet de commandes, de listes de clients, de la clientèle, de propriété intellectuelle et d'immobilisations. En outre, Mitec a pris en charge les contrats de location-acquisition liés aux immobilisations acquises et aux frais personnels relatifs aux employés transférés. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et ses résultats d'exploitation ont été inclus à compter du 30 septembre 2003.

La répartition du prix d'achat est fondée sur les estimations de la direction quant à la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. La répartition du prix d'achat se fait par le biais d'estimations ainsi que de la collecte d'information sur une période de quelques mois. Ce processus d'estimation sera terminé au cours de la prochaine année et, par conséquent, la valeur de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels présentée ci-dessous pour cette acquisition pourrait varier.

Stocks	742 087
Immobilisations	802 200
Actifs incorporels	1 978 203
	<hr/>
	3 522 490
Charges salariales à payer	(98 152)
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	(45 976)
Actifs nets acquis	<hr/>
	3 378 362
Contrepartie représentée par :	
Encaisse	749 841
Actions ordinaires émises	200 000
Effet à payer	2 428 521
	<hr/>
	3 378 362

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 octobre 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

L'émission d'actions ordinaires est fondée sur une moyenne pondérée de 20 jours pour 20 jours de bourse précédant immédiatement la clôture et représente 188 679 actions ordinaires.

L'effet sera payé de la façon suivante : 700 000 \$ le 31 décembre 2003, puis cinq versements trimestriels de 350 000 \$ et un paiement final de 150 000 \$ le 30 juin 2005. L'effet ne porte pas intérêt et a été comptabilisé à sa valeur actualisée. Le quatrième versement trimestriel sera à payer si la Société réalise un placement d'actions d'au moins 2 000 000 \$, et le cinquième versement trimestriel sera à payer si la Société reçoit un produit brut supérieur à 1 000 000 \$ de la vente des biens immobiliers en Suède.

4) ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 8 mai 2003, le conseil d'administration a approuvé un plan pour le désinvestissement de la filiale suédoise, Beve, qui représente la majeure partie du secteur des hyperfréquences. Le 29 août 2003, Mitec a conclu la vente de certains actifs de Beve pour un montant de 37 millions de SEK (6,4 M\$ CA) à NOTE AB. Les actifs vendus représentent des stocks et des immobilisations. L'acheteur a aussi pris en charge certains contrats de location-acquisition. Le produit de la vente a été reçu au comptant et a été affecté à la dette bancaire et aux créiteurs.

Cette vente n'incluait pas les biens immobiliers de Mitec en Suède, qui ont été vendus séparément.

Les actifs, les passifs et les résultats de Beve ont été présentés de façon distincte dans les états financiers consolidés précédents et ont été reclassés en conséquence.

	Trois mois terminés les 31 octobre		Six mois terminés les 31 octobre	
	2003	2002	2003	2002
			\$	\$
Chiffre d'affaires	2 811	9 356	8 958	16 628
Résultats des activités abandonnées	(990)	(533)	(1 165)	(1 800)

Les actifs et les passifs des activités abandonnées se présentent comme suit :

	31 octobre 2003	30 avril 2003
	\$	\$
Actif à court terme	965	11 909
Terrain et bâtiments, montant net	6 104	6 478
Matériel, montant net	7	2 106
Impôts futurs	12	12
	7 088	20 505
Dette bancaire	-	5 877
Passif à court terme	1 774	7 456
Dette à long terme liée à l'immeuble	4 876	5 240
Autre dette à long terme	-	1 044
Obligations au titre d'un contrat de location-acquisition	-	27
	6 650	19 644

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 octobre 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

5) CESSIION-BAIL DU SIÈGE SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ

Le 14 octobre 2003, la Société a conclu une opération de cession-bail avec une caisse de retraite. Le produit, évalué à 5,9 M\$, comprenait 3,3 M\$ moins des coûts de cession de 0,2 M\$ et un congé de loyer de cinq ans évalué à 2,8 M\$. Le produit s'établissait à 1,3 M\$ sous la valeur comptable. Une moins-value de 0,3 M\$ a été comptabilisée au cours de la période afin de rendre compte de la juste valeur de l'immeuble. Le solde sera amorti sur la durée du contrat de location. La tranche à long terme de la perte reportée et la valeur actuelle de la période de congé de loyer ont été comptabilisées dans les charges reportées.

6) DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

La Société vend des produits à des clients situés en grande partie au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont établies en cas de pertes sur créances éventuelles. Il est raisonnablement possible que le montant réel des pertes découlant des comptes clients, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les comptes clients étrangers des activités canadiennes, à l'exception de plusieurs clients importants pour lesquels la Société a évalué le risque de crédit comme étant minimal, sont garantis par la Société pour l'expansion des exportations, et les autres clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques.

Les trois principaux clients de la Société représentaient 74 % du chiffre d'affaires pour le trimestre terminé le 31 octobre 2003 (78 % pour la période terminée le 31 octobre 2002), et 60 % des comptes clients au 31 octobre 2003 (74 % au 30 avril 2003).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 octobre 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

7) DETTE À LONG TERME

	31 octobre 2003 \$	30 avril 2003 \$
a) Emprunt à terme auprès de Clarica, compagnie d'assurance sur la vie, de 5 000 000 \$, portant intérêt à 8,35 % (8,35 % en 2002) et échéant en 2012, avec des versements mensuels de capital de 34 722 \$ plus les intérêts. Le prêt a été remboursé le 14 octobre 2003.	-	2 965
b) Emprunt à terme renouvelable auprès d'une banque canadienne, portant intérêt au taux préférentiel du Canada majoré de 6,00 %. L'emprunt est réduit de 181 590 \$ par trimestre jusqu'au 31 octobre 2004 et de 372 386 \$ par trimestre jusqu'à ce qu'il soit payé en entier. L'emprunt est garanti et est classé à titre de passif à court terme.	1 746	3 037
c) Emprunt à terme auprès d'une banque canadienne portant intérêt au taux préférentiel majoré de 6,00 %, garanti par La Financière, remboursable en 48 versements mensuels égaux consécutifs commençant en juin 2004.	833	-
d) Emprunt à terme auprès de La Financière, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 3½ %, remboursable en 60 versements mensuels de 62 500 \$ commençant 12 mois après le décaissement des fonds, en mars et mai 2004 respectivement pour la première et la deuxième tranche.	2 500	1 250
e) Effet à payer à Wavesat Wireless Inc., ne portant pas intérêt, remboursable trimestriellement à raison de 700 000 \$ le 31 décembre 2003 suivi de cinq versements trimestriels de 350 000 \$ et d'un versement final de 150 000 \$ le 30 juin 2005. Les quatrième et cinquième versements peuvent être à payer avant si certaines conditions sont respectées (note 3).	2 429	-
	7 508	7 252
Moins : la tranche échéant à moins d'un an	3 841	6 023
	3 667	1 228

i) La facilité de crédit de Mitec Telecom Inc., y compris la dette bancaire, comprend certaines clauses restrictives financières. En date du 30 avril 2003, la Société ne respectait pas trois des clauses restrictives financières. Le 18 juillet 2003, la Société a reçu une renonciation aux cas d'inexécution au 30 avril 2003. Au 31 octobre 2003, Mitec Telecom Inc. respectait toutes les clauses restrictives de la banque.

ii) L'entente de prêt avec La Financière contient certaines clauses restrictives financières annuelles et autres. Au 30 avril 2003, l'une de ces clauses restrictives n'était pas respectée. Le 23 juillet 2003, La Financière a convenu de tolérer le non-respect de cette clause restrictive.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 octobre 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

8) CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les conditions peuvent être déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires

Actions ordinaires émises et en circulation

	31 octobre 2003		30 avril 2003	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
Solde au début de la période	43 192 154	70 679	23 971 998	66 142
Variations au cours de la période				
Régime d'achat d'actions à l'intention des employés	124 454	24	39 753	88
Émises dans le cadre d'options sur actions	5 960	5	600	1
Émises au comptant (déduction faite des frais d'émission de 451 000 \$)	7 972 411	6 739	-	-
Émises en vue de l'acquisition d'une entreprise	188 679	200	-	-
Bons de souscription exercés	2 848 051	1 481	-	-
Émises au comptant (déduction faite des frais d'émission de 923 000 \$)	-	-	19 179 803	4 448
Solde à la fin de la période	54 331 709	79 128	43 192 154	70 679

Le 9 octobre 2003, la Société a émis 7 972 411 unités dans le cadre d'un placement privé. Chaque unité se compose de une action ordinaire et de un demi bon de souscription d'action. Chaque bon entier donne droit à son porteur d'acquérir une action ordinaire additionnelle de la Société à un prix de 1,65 \$ au plus tard le 9 octobre 2005. Le produit brut global mobilisé dans le cadre du placement s'est élevé à 8 769 652 \$ et sera réduit des frais d'émission qui sont évalués à 550 000 \$.

La Société a mis sur pied un régime de droits pour la protection des actionnaires en vertu duquel un droit a été émis pour chaque action ordinaire en circulation de la Société. Les droits demeurent rattachés aux actions et ne sont pas exerçables avant que ne se produisent certains événements désignés. Lorsque de tels événements se produisent, le droit donne droit à un actionnaire de la Société d'acquérir des actions ordinaires additionnelles à leur cours.

Bons de souscription

	31 octobre 2003		30 avril 2003	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
Solde au début de la période	14 758 615	5 223	3 959 035	3 532
Nouveaux prix des bons de souscription	-	-	-	862
Émis au comptant (déduction faite des frais d'émission de 99 000 \$)	3 986 206	1 480	-	-
Émis au comptant (déduction faite des frais d'émission de 132 000 \$)	-	-	9 589 902	635
Exercés	(2 848 051)	(199)	-	-
Émis en vertu d'une entente de prêt	600 000	96	1 209 678	194
	16 496 770	6 600	14 758 615	5 223
	70 828 479	85 728	48 360 867	75 073

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2004 et l'exercice 2003, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription pouvant être exercés a été antidilutif; c'est pourquoi la perte de base et la perte diluée par action sont égales.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 octobre 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

Les bons de souscription émis en 2004 sont liés à l'entente de prêt avec La Financière et à la garantie du prêt spécial donnée à la banque canadienne de la Société par La Financière. Les détails de ces ententes sont décrits dans les états financiers annuels du 30 avril 2003.

OPTIONS SUR ACTIONS

Le tableau suivant présente les options sur actions en cours :

	2003	
		\$
Solde au début de la période	1 403 900	2,91
Attribuées	1 819 000	0,89
Exercées	5 960	0,82
Frappées d'extinction	(126 300)	2,43
Solde à la fin de l'exercice	3 090 640	1,74
Options exerçables à la fin de l'exercice	875 420	3,85

Prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre moyen pondéré d'années avant l'échéance	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
0,31 \$ à 0,82 \$	1 657 640	0,41	9,3	226 480	0,62
1,68 \$ à 2,10 \$	832 650	1,72	9,7	119 990	1,85
2,83 \$ à 3,90 \$	176 500	3,73	7,9	110 900	3,71
4,25 \$ à 4,90 \$	103 400	4,59	6,1	97 600	4,59
5,00 \$ à 6,50 \$	243 450	6,21	3,6	243 450	6,21
6,70 \$ à 9,50 \$	77 000	8,20	3,9	77 000	8,20
	3 090 640	1,74	8,6	875 420	3,85

La juste valeur des options sur actions est déterminée au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Dans les périodes antérieures au 1^{er} mai 2002, la Société ne constatait aucune charge de rémunération lorsque des actions ou des options sur actions étaient émises aux employés. L'information pro forma relativement à la perte nette a été déterminée comme si la Société avait comptabilisé selon la méthode de la juste valeur les options sur actions attribuées aux employés après le 30 avril 2002. Aucune option sur actions n'a été émise au cours du premier trimestre de l'exercice 2003. L'information pro forma pour les périodes terminées les 31 octobre se présente comme suit :

	Trois mois terminés les 31 octobre		Six mois terminés les 31 octobre	
	2003	2002	2003	2002
	\$	\$	\$	\$
Perte nette, comme présentée	(2 147)	(5 176)	(3 727)	(11 548)
Incidence pro forma	(33)	(10)	(63)	(10)
Perte nette pro forma	(2 180)	(5 186)	(3 790)	(11 558)
Perte pro forma de base par action	(0,05)	(0,22)	(0,09)	(0,48)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 octobre 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

La juste valeur de ces options a été évaluée à la date d'attribution selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes selon les hypothèses de moyennes pondérées suivantes pour l'exercice 2004 :

Hypothèse utilisée dans le cadre du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes :

	Trois mois terminés les 31 octobre		Six mois terminés les 31 octobre	
	2003	2002	2003	2002
	\$	\$	\$	\$
Taux de rendement des actions	-	-	-	-
Volatilité prévue	0,93	0,70	0,82	0,70
Taux d'intérêt sans risque	4,17 %	5,25 %	4,11 %	5,25 %
Durée prévue (années)	10	10	10	10

9) CHARGES DE RESTRUCTURATION

Au cours de l'exercice 2003, la Société a mis en oeuvre certaines initiatives afin de rationaliser ses activités en raison du ralentissement persistant du secteur des télécommunications. Du fait de ces initiatives, les autres charges de la Société liées à la restructuration et les frais de cessation d'emploi se sont élevés à 1 712 000 \$ (premier trimestre 377 000 \$, deuxième trimestre 1 335 000 \$).

Les charges de réduction de l'effectif de 1 339 000 \$, (premier trimestre 377 000 \$, deuxième trimestre 962 000 \$) avaient trait aux frais de cessation d'emploi et aux avantages liés aux employés ayant reçu leur avis de cessation d'emploi.

Au cours du deuxième trimestre du dernier exercice, la Société a également inscrit une provision pour frais d'annulation de contrat de location de 373 000 \$ en raison de l'implantation de certaines initiatives nécessaires afin de restructurer ses activités en Suède. Les frais d'annulation de contrat de location sont principalement le fait de l'annulation de contrats de location-exploitation visant du matériel qui n'est plus requis par la Société.

10) INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trois mois terminés les 31 octobre		Six mois terminés les 31 octobre	
	2003	2002	2003	2002
	\$	\$	\$	\$
Comptes clients et autres débiteurs	(1 319)	4 899	(4 824)	5 770
Stocks	(971)	5 792	(1 288)	3 060
Charges payées d'avance	633	233	(249)	136
Impôts sur les bénéfices recouvrables	(302)	(26)	(364)	(64)
Créditeurs et charges à payer	1 898	(3 824)	6 099	(67)
	(61)	7 074	(626)	8 835
Amortissement des immobilisations corporelles, compris dans le coût des produits vendus	386	686	796	1 095
Intérêts payés	315	267	797	487
Impôts sur les bénéfices payés	63	99	106	142

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 octobre 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

11) INFORMATIONS SECTORIELLES

a) Informations sectorielles utilisées par la direction

Par suite de la vente des actifs d'exploitation de Beve (note 4), la direction a organisé la Société en deux secteurs d'activité principaux aux fins de la prise de décisions touchant l'exploitation et de l'évaluation du rendement. Les secteurs d'activité sont les télécommunications sans fil [« Sans fil »] et les télécommunications par satellites et terrestres [« Satellites »]. La Société exerce actuellement ses activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine.

Le secteur des télécommunications sans fil touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans fil et des services cellulaires.

Le secteur des télécommunications par satellites et terrestres participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les stations terrestres de relais par satellites.

La direction évalue le rendement des secteurs d'après le bénéfice brut, car les autres charges ne peuvent être imputées à des secteurs distincts. En outre, les secteurs utilisent en commun les stocks et certaines immobilisations corporelles.

	Trois mois terminés les 31 octobre			Six mois terminés les 31 octobre		
	Sans fil	Satellites	Total	Sans fil	Satellites	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2003						
Chiffre d'affaires	17 256	3 121	20 377	33 569	5 589	39 158
Coût des produits vendus	14 655	1 540	16 195	27 407	3 044	30 452
Bénéfice brut	2 601	1 581	4 182	6 162	2 545	8 706
Charges d'exploitation			5 343			11 227
Impôts (Recouvrement) d'impôts sur les bénéfices			(5)			41
Perte découlant des activités poursuivies			(1 156)			(2 562)
Activités abandonnées			990			1 165
Perte nette de l'exercice			(2 146)			(3 727)

	Trois mois terminés les 31 octobre			Six mois terminés les 31 octobre		
	Sans fil	Satellites	Total	Sans fil	Satellites	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2002						
Chiffre d'affaires	16 449	2 131	18 580	30 183	5 147	35 330
Coût des produits vendus	12 850	1 934	14 784	25 779	4 258	30 037
Bénéfice brut	3 599	197	3 796	4 404	889	5 293
Charges d'exploitation			8 442			15 259
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices			(3)			(218)
Perte découlant des activités poursuivies			(4 643)			(9 748)
Activités abandonnées			533			1 800
Perte nette de l'exercice			(5 176)			(11 548)

b) Information sur la Société

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 octobre 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la région de production géographique.

	Trois mois terminés les 31 octobre		Six mois terminés les 31 octobre	
	2003	2002	2003	2002
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires				
Canada	15 193	15 668	26 871	29 315
États-Unis	1 293	1 181	2 480	2 908
Chine	5 298	1 770	12 380	3 567
Royaume Uni	752	1 184	1 190	2 332
Divers	-	127	-	290
Inter-pays	(2 157)	(1 350)	(3 762)	(3 082)
	20 377	18 580	39 158	35 330

Les tableaux suivants présentent le chiffre d'affaires selon la destination du produit.

	Trois mois terminés les 31 octobre		Six mois terminés les 31 octobre	
	2003	2002	2003	2002
	\$	\$	\$	\$
Canada	387	706	736	1 944
États-Unis	4 524	9 589	9 692	13 660
Europe	8 808	7 313	15 204	16 996
Asie	6 163	546	12 894	1 980
Divers	495	426	632	750
	20 377	18 580	39 158	35 330
Amortissement des immobilisations				
Sans fil	629	606	1 208	1 402
Satellites	137	169	272	331
	766	775	1 480	331
Amortissement des actifs incorporels				
Sans fil	383	407	756	816
Satellites	143	110	251	232
	526	517	1 007	1 048

12) CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants de l'exercice 2003 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée à l'exercice 2004.

13) FAIT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 26 novembre 2003, la Société a remboursé la totalité de son prêt à terme auprès d'une banque canadienne.